

Association Médico-Sociale de Provence

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Médico-Sociale de Provence
6, Boulevard Gueidon - 13013 Marseille
Ce rapport contient 28 pages

Association Médico-Sociale de Provence

Siège social : 6, Boulevard Gueidon – 13013 Marseille
Fonds propres sans droit de reprise : 1 615 375 €

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Médico-Sociale de Provence à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 10 juin 2025

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Expertea Audit

Laure DUMAS
Associée

COMPTE DE RESULTAT 2024

	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	830	515	315	61.2%
Ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales	1 505 014	1 522 297	-17 283	-1.1%
Produits des activités annexes	291 837	264 857	26 980	10.2%
Produits de tiers financeurs:				
Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	32 893 514	32 509 808	383 705	1.2%
Autres concours publics et subventions d'exploitation	109 879	109 289	590	0.5%
Ressources liées à la générosité du public:				
Dons manuels	7 403	17 657	-10 254	-58.1%
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et tfr de charge	140 714	143 039	-2 325	-1.6%
Utilisation des fonds dédiés	788 630	425 698	362 933	85.3%
Autres produits	1 666 230	1 692 467	-26 237	-1.6%
TOTAL I - PRODUITS D'EXPLOITATION	37 404 051	36 685 626	718 425	2.0%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	339 315	352 282	-12 967	-3.7%
Variation de stock	-7 513	2 166	-9 679	-446.8%
Autres achats et charges externes	8 131 413	7 757 151	374 262	4.8%
Impôts, taxes et versements assimilés	2 341 008	2 259 530	81 478	3.6%
Salaires et traitements	17 292 452	16 940 670	351 783	2.1%
Charges Sociales	6 760 561	6 580 523	180 038	2.7%
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	1 719 299	1 772 613	-53 314	-3.0%
Dotation aux provisions	175 956	16 992	158 964	935.5%
Reports en fonds dédiés	569 785	139 521	430 264	308.4%
Autres charges	184 474	82 548	101 926	123.5%
TOTAL II - CHARGES D'EXPLOITATION	37 506 750	35 903 996	1 602 754	4.5%
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-102 699	781 630	-884 329	-113.1%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	153 974	106 541	47 433	44.5%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Produits nets sur cessions sur VMP				
TOTAL III - PRODUITS FINANCIERS	153 974	106 541	47 433	44.5%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amort., aux dépréciations et aux provisions	154	6 988	-6 834	
Intérêts et charges assimilées	253 175	237 754	15 421	6.5%
Charges nettes sur cessions sur VMP				
TOTAL IV - CHARGES FINANCIERES	253 329	244 742	8 587	3.5%
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-99 355	-138 202	38 847	-28.1%
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	-202 054	643 429	-845 483	-131.4%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	2 273	2 568	-295	-11.5%
Sur opérations en capital	14 352	3 280	11 072	337.6%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	9 861	12 701	-2 840	-22.4%
TOTAL V - PRODUITS EXCEPTIONNELS	26 486	18 549	7 937	42.8%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	8 099	28 653	-20 554	-71.7%
Sur opérations en capital	4 527		4 527	#DIV/0!
Dotations aux amort., aux dépréciations et aux provisions	19 896	14 817	5 079	34.3%
TOTAL VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES	32 522	43 470	-10 948	-25.2%
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-6 036	-24 921	18 885	-75.8%
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôt sur les bénéfices (VIII)	38 874	21 999	16 875	76.7%
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	37 584 511	36 810 716	773 795	2.1%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	37 831 475	36 214 208	1 617 268	4.5%
EXCEDENT OU DEFICIT	-246 963.93	596 508	-843 472	-141.4%

BILAN 2024

ACTIF	Brut 2024	Amort. 2024	Net 2024	Net 2023	Variation	%
Actifs immobilisés						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement	106 378	92 597	13 781	15 818	-2 036	-12.9%
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,...	239 007	182 691	56 316	16 511	39 806	241.1%
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains (211)	4 415 393		4 415 393	4 415 393	0	0.0%
Constructions (212/213/214)	29 595 158	19 049 177	10 545 981	11 434 150	-888 169	-7.8%
Instal. techniques, mat. et outillage ind. (215)	2 579 007	2 178 537	400 469	481 443	-80 974	-16.8%
Autres (218)	6 131 006	4 498 092	1 632 914	1 705 197	-72 283	-4.2%
Immobilisations corporelles en cours (231)	6 017 480		6 017 480	1 449 747	4 567 734	315.1%
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés						
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et créances rattachées						
Autres titres immobilisés (271/272)	1 189 238		1 189 238	935 506	253 732	27.1%
Prêts						
Autres immos financières (275/276)	119 725	12 377	107 349	111 286	-3 937	-3.5%
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE	50 392 391	26 013 471	24 378 921	20 565 049	3 813 872	18.5%
Actif circulant						
Stocks et en cours						
Stocks et en cours	38 910		38 910	31 397	7 513	23.9%
Avances et acomptes	83 908		83 908	63 698	20 210	31.7%
Créances						
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 375 600	94 378	2 281 222	2 711 851	-430 629	-15.9%
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	751 566	29 282	722 284	566 281	156 003	27.5%
Liquidités						
Valeurs mobilières de placement	1 994 600		1 994 600	1 994 600	0	0.0%
Disponibilités	8 132 440		8 132 440	8 457 077	-324 637	-3.8%
Charges constatées d'avance	218 086		218 086	166 793	51 292	30.8%
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT	13 595 110	123 660	13 471 450	13 991 697	-520 247	-3.7%
TOTAL GENERAL ACTIF	63 987 501	26 137 131	37 850 371	34 556 746	3 293 625	9.5%

BILAN 2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation	%
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires	1 228 385	1 228 385	0	0.0%
Fonds propres complémentaires	386 990	386 990	0	0.0%
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds statutaires			0	
Fonds propres complémentaires			0	
Ecart de réévaluation				
Réserves	12 833 047	10 992 852	1 840 194	16.7%
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	12 494 353	10 654 159		
dont réserves non contrôlées	338 693	338 693		
Report à nouveau	-2 981 203	-1 737 517	-1 243 686	71.6%
dont RAN des activités sociales et médico-sociales non contrôlées (110;119)	-1 120 061	-1 122 252		
dont RAN des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (115)	483 936	1 548 275		
dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs (11591)	-1 040 175	-1 040 175		
dont charges des activités SMS de prise en compte différée (11592)	-1 304 903	-1 123 365		
Excédent ou déficit de l'exercice	-246 964	596 508	-843 472	-141.4%
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-271 526	594 317		
dont résultat non contrôlé	24 563	2 191		
SITUATION NETTE (sous total)	11 220 255	11 467 219	-246 964	-2.2%
Subventions d'investissement	213 573	215 571	-1 998	-0.9%
Provisions réglementées	954 167	959 594	-5 427	-0.6%
TOTAL I FONDS PROPRES	12 387 996	12 642 385	-254 389	-2.0%
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	1 124 939	1 343 784	-218 845	-16.3%
TOTAL II FONDS DEDIES	1 124 939	1 343 784	-218 845	-16.3%
PROVISIONS				
Provisions pour risques	178 956	23 992	154 964	645.9%
Provisions pour charges	6 833	6 833	0	0.0%
TOTAL III PROVISIONS	185 789	30 825	154 964	502.7%
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	16 497 154	13 460 677	3 036 477	22.6%
Emprunts et dettes financières diverses	138 254	50 606	87 648	173.2%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	732 161	797 458	-65 297	-8.2%
Dettes fiscales et sociales	5 980 466	5 805 422	175 044	3.0%
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	500 542	170 334	330 208	193.9%
Autres dettes	244 132	246 426	-2 294	-0.9%
Produits constatés d'avance	58 937	8 829	50 108	567.6%
TOTAL IV DETTES	24 151 647	20 539 752	3 611 895	17.6%
TOTAL GENERAL PASSIF	37 850 371	34 556 746	3 293 625	9.5%

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice 2024

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 37 850 371 euros et au compte de résultat de l'exercice dont les produits sont de 37 584 511 euros et dégageant un déficit de -246 964 euros.

1. PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Association Médico-Sociale de Provence (AMSP) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, qui a pour but d'accompagner les plus fragiles dans l'exercice de leurs droits fondamentaux, la satisfaction de leurs besoins, et la reconnaissance de leur citoyenneté pleine et entière.

Ses activités se développent dans l'accompagnement, la protection, l'accueil, le soutien, les soins, le développement des personnes qui se trouvent confrontées temporairement ou durablement à des difficultés de vie. Son action s'adresse à des publics multiples, par leur âge (enfant, adolescent, adulte), par leur culture, ou par la diversité de leurs difficultés de vie (déficience intellectuelle, pathologies psychiques, troubles du caractère et du comportement, carences affectives et éducatives, ...).

Les projets institutionnels des établissements favorisent l'expression de ces personnes, la prise en compte globale et individualisée de leur situation, et la défense de leurs droits dans le souci de la promotion de chacun. Ces projets globaux se déclinent, en fonction des besoins de chacune des personnes accueillies :

- en solutions d'accueil : temporaire ou permanent, alterné ou séquentiel, de jour, en semi-internat et en internat
- en activités diversifiées : formation, sports, apprentissage et exercice professionnel, activités artistiques et culturelles, soins
- en démarches d'insertion : scolaire, professionnelle, culturelle et de loisirs.

2. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence. Les conventions suivantes ont été respectées : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été fait application du règlement ANC n°2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels de personnes morales de droit privé non commerciales, modifié par le règlement ANC n°2020-08
- du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- du CASF (Code de l'Action Sociale et des Familles), pour des provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Une convention de gestion de trésorerie a été signée le 24 juin 2008 avec le Crédit Coopératif. Dans le cadre de cette convention, nos comptes bancaires fusionnés apparaissent dans les comptes agrégés. La compensation entre comptes créditeurs et débiteurs, liés par la gestion globalisée, s'effectue, en 2024, pour un montant de 6 473 225 euros (total des comptes bancaires débiteurs compensés).

L'ensemble des entités agrégées appliquent le plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux, issu de l'arrêté du 11 janvier 2012.

Immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation que nous avons fixée à 3 ans, dans le cas des concessions et licences informatiques.

Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

À compter de 2005, les immobilisations corporelles (constructions) ont été évaluées et amorties, selon le règlement 2002-10, par composants. Dans le cadre du respect de l'équilibre des financements, des amortissements dérogatoires ont été enregistrés en provisions réglementées. La méthode retenue, pour l'évaluation des constructions, lors du passage des immobilisations aux composants est la méthode prospective.

La ventilation par composants est la suivante :

- Structure : 50 % - Durée d'amortissement : 60 ans
- Étanchéité toiture : 7.50 % - Durée d'amortissement : 25 ans
- Ravalement façade – menuiseries extérieures : 5 % - Durée d'amortissement : 25 ans
- Chauffage climatisation : 7.50 % - Durée d'amortissement : 25 ans
- Plomberie électricité sanitaires : 15 % - Durée d'amortissement : 20 ans
- Autres AAI : 15 % - Durée d'amortissement : 15 ans

Amortissements

Le mode d'amortissement retenu est le mode linéaire.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage des biens. Les principales durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Constructions :	
structure	30 et 60 ans
étanchéité toiture	25 ans
ravalement façade - menuiseries extérieures	25 ans
chauffage, climatisation	25 ans
plomberie, électricité, sanitaires	20 ans
autres AAI	15 ans
Agencements et aménagements	5, 10 et 20 ans
Installations techniques	3 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau	2 à 10 ans
Mobilier	3 à 10 ans

Les changements consécutifs au passage par composants, ont entraîné l'enregistrement d'amortissements dérogatoires en provisions réglementées, pour tenir compte de la différence des durées pratiquées.

Afin de simplifier le cadrage des immobilisations, et d'éviter les erreurs inévitables liées à une procédure de calcul des amortissements dérogatoires non fiabilisée, il a été décidé en accord avec le Commissaire aux Comptes de solder les amortissements dérogatoires en 2018.

Depuis l'exercice 2018, l'amortissement comptable des immobilisations est ainsi égal à l'amortissement budgétaire.

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, sont évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les titres immobilisés sont le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances sont évalués à leur valeur nominale. Les créances immobilisées sont le cas échéant dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat. Les sorties de stock sont valorisées selon la méthode FIFO (premier entré-premier sorti).

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale, et sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. La cession, portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, se fait selon la méthode FIFO (premier entré-premier sorti).

Ces valeurs sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision afin de tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Opérations inter-établissements

Conformément aux dispositions du PCG, les opérations internes de refacturations inter-établissements ont été éliminées afin de neutraliser les charges et les produits pour un montant total de **1 471 378 euros** selon le détail suivant :

- Frais de siège : 1 139 908 euros
- Prestations inter-établissements : 81 971 euros
- Refacturations Valbrise/Reynarde des charges de l'Imecs Fifi Turin : 249 499 euros

4. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Développement des activités

- EANM Charlotte Grawitz: poursuite des travaux engagés en 2023 (ouverture 09/25)
- Reynarde – création de 9 places et transformation de l'offre d'accueil :
 - Création de 9 places supplémentaires en famille d'accueil
 - Transfert de 9 places de jeunes majeurs du budget Internat au budget Horizon sur Toit
- Reynarde – projet Escandaou enfants: poursuite des travaux du projet Escandaou enfants sur le site de la Parade malgré le désaccord ARS/CD sur le financement de ces travaux. Ouverture prévue en 2026.
- Établissements ARS – transformation de l'offre validée fin 2024 par l'ARS, avec mise en œuvre progressive à compter de 2025.
- Reprise par l'ARS de la part de la dotation de l'Escat initialement prévue pour l'ouverture de places d'internat TSA sur Valbrise, soit une reprise de 463 k€.

Mesures salariales et charges de personnel

- Mesures salariales: extension du Ségur de la santé à tous les salariés
 - Impact total estimé à 615 k€ (coût employeur)
 - Mesure financée par l'ARS mais pas par le CD13. Impact de cette charge non financée = 189 k€ (Reynarde 127 k€, Astrée 62 k€)

Charges « exceptionnelles » :

- Provision pour risque prud'homal **175 k€**
- Détournement de chèques à son profit par une salariée. Montant total de la fraude = 36 k€, dont 16 k€ ont été remboursés par la banque depuis. Solde dû = **20 k€**, qui ont été provisionnés dans les comptes 2024 de la Reynarde.
- Démolition du gymnase des Chalets: **45 k€**

Autres faits caractéristiques

- Décret tertiaire: 3 audits énergétiques ont été réalisés (IME Valbrise/ESAT le Rouet/EANM Astrée), pour un coût global de 36 k€
- Taxe d'habitation: nouvelle charge constatée en 2024, impact 28 k€.

5. RÉSULTATS DE L'EXERCICE

5.1. Résultats comptables par établissement

Les résultats comptables de chaque établissement sont les suivants :

ÉTABLISSEMENTS	Résultat comptable 2024	Résultat comptable 2023	Variation
VALBRISE	-107 163	320 903	-428 065
CHALETs	10 436	26 349	-15 913
PARADE	-24 688	50 132	-74 820
MARSIALE	-182 857	-321 105	138 249
SESSAD VALBRISE	161 601	92 973	68 628
SESSAD LE CHEMIN	72 708	48 268	24 440
SESSAD ESPERANZA	-7 099	24 736	-31 835
ESAT SOCIAL	103 666	78 256	25 410
ESAT PROD	44 745	-2 883	47 628
ASTREE	142 076	209 638	-67 563
EANM C.GRAWITZ	-86 259	-61 015	-25 244
REYNARDE	-409 647	74 849	-484 496
SIEGE	55 699	50 333	5 366
GESTION PROPRE	-20 182	5 074	-25 256
TOTAL AMSP	-246 964	596 508	-843 472

5.2. Tableau de détermination du résultat effectif global

	2024	2023	Variation
RESULTAT COMPTABLE	-246 964	596 508	-843 472
Reprise sur résultat antérieur	-55 000	-55 000	
RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	-301 964	541 508	-843 472
dont résultat sous gestion contrôlée - établissements en CPOM	169 379	525 483	-356 103
dont résultat sous gestion contrôlée - établissement en procédure budgétaire annuelle	-495 906	13 835	-509 741
dont résultat sous gestion propre	24 563	2 191	22 371

Le résultat effectif global, en application du règlement ANC 2019-04, correspond au résultat de l'exercice corrigé des augmentations de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs, ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs.

5.3 Détermination du résultat administratif

	TOTAL ARS	TOTAL CD13	Siège	Fonds propres	TOTAL AMSP
Résultat comptable avant transfert	71 349 €	-353 830 €	55 699 €	-20 182 €	-246 964 €
Transfert de résultat	0 €	0 €			0 €
Reprise sur résultats antérieurs	0 €	-55 000 €			-55 000 €
Reprise sur mesure exploitation retraite	80 227 €	0 €			80 227 €
Reprise sur mesure exploitation autres	0 €	0 €			0 €
Résultat administratif	151 576 €	-408 830 €	55 699 €	-20 182 €	-221 737 €

À partir de 2020, en application du nouveau règlement comptable ANC 2019-04 du 08/11/2019, la notion de résultat administratif change : seuls sont retraitées les reprises sur résultats antérieurs et sur réserves pour mesures d'exploitation. Les autres éléments (variation des provisions et reprise sur la réserve de compensation des déficits) sont pris en compte dans l'affectation de résultat.

Reprise sur résultats antérieurs : -55 000 €. Cette reprise correspond à une reprise de déficit d'années antérieures pour la MECS la Reynarde.

5.4. Proposition d'affectation des résultats

La proposition d'affectation des résultats présentée au CA du 28/04/2025 est la suivante :

Établissements financés par l'ARS :

	Domaine ARS (CPOM)									
Etablissement	Marsiale	Valbrise	Chalets	Parade	Sessad Esp	Sessad Valbrise	Sessad LC	Esat Social	ESAT PROD	Sous total ARS
RESULTAT COMPTABLE	-182 857	-107 163	10 436	-24 688	-7 099	161 601	72 708	103 666	44 745	71 349
RESULTAT ADMINISTRATIF	-182 857	48 045	85 455	-24 688	-7 099	11 601	72 708	103 666	44 745	151 576
AFFECTATION DES RESULTATS										
Reprise sur réserve de compensation des déficits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation provision congés payés	8 577	-27 309	-11 336	-27 404	-7 339	4 010	-1 541	22 922	0	-39 420
Dépenses rejetées										0
Investissements		75 354	66 791			7 591	54 249	20 744	44 745	269 474
Dotation réserve de compensation des déficits				2 716	240		20 000	30 000		52 956
Mesures d'exploitation RETRAITE			30 000					30 000		60 000
Mesures d'exploitation AUTRES										0
Report à nouveau	-191 434									-191 434
TOTAL AFFECTATION	-182 857	48 045	85 455	-24 688	-7 099	11 601	72 708	103 666	44 745	151 576

Établissements CD13, Fonds Propres, et Siège :

	Domaine CD13									Siège Social	Fonds Propres	TOTAL AMSP
Etablissement	Astrée	EANM CG	Reynarde Internat	Reynarde PAD	Reynarde Escandaou	Reynarde Fifi Turin	Reynarde Horizon s/toit	TOTAL REYNARDE	Sous total CD13	Siège social	Fonds propres	TOTAL AMSP
RESULTAT COMPTABLE	142 076	-86 259	-558 158	83 908	133 491	9 191	-78 079	-409 647	-353 830	55 699	-20 182	-246 964
RESULTAT ADMINISTRATIF	142 076	-86 259	-613 158	83 908	133 491	9 191	-78 079	-464 647	-408 830	55 699	-20 182	-221 737
AFFECTATION DES RESULTATS												
Reprise sur réserve de compensation des déficits	0							0	0	0	0	0
Variation provision congés payés	-16 730		-29 649	4 878	-1 738	0	-24 283	-50 792	-67 522	-530	0	-107 472
Dépenses rejetées			-55 484	-5 685	-14 943	-1 967	0	-78 079	-78 079			-78 079
Investissements	128 806							0	128 806	56 229		454 509
Dotation réserve de compensation des déficits								0	0			52 956
Mesures d'exploitation RETRAITE	30 000							0	30 000			90 000
Mesures d'exploitation AUTRES								0	0			0
Report à nouveau		-86 259	-528 025	84 715	150 172	11 158	-53 796	-335 776	-422 035		-20 182	-633 651
TOTAL AFFECTATION	142 076	-86 259	-613 158	83 908	133 491	9 191	-78 079	-464 647	-408 830	55 699	-20 182	-221 737

6. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

6.1 Tableau de variation des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute	Augmentation		Diminutions		Valeur brute
	au	Augmentations	par virement	par virements	par cessions	au
	31/12/2023		/ reclassemt	/ reclassemt	ou mises	31/12/2024
					hors service	
Immobilisations incorporelles	291 686	53 699				345 385
Immobilisations corporelles	43 611 778	5 225 976	-	-	99 711	48 738 043
terrains	4 415 393					4 415 393
agencements et aménagt terrains	483 160					483 160
constructions	25 148 911	139 938			2 220	25 286 629
constructions sur sol d'autrui	3 807 130	18 240				3 825 371
installations techniques	2 517 577	74 982			13 553	2 579 007
autres immobilisations corporelles	5 789 860	425 082			83 938	6 131 005
immobilisations corporelles en cours	1 449 747	4 567 734				6 017 480
Autres Immobilisations financières	1 059 482	327 791	0	0	78 310	1 308 963
titres immobilisés	935 506	324 104			70 372	1 189 238
prêts	0					-
dépôts et cautionnements	111 493	3 687			7 938	107 241
autres créances immobilisées	12 484					12 484
TOTAL	44 962 946	5 607 466	-	-	178 021	50 392 392

Acquisitions d'immobilisations :

Le total des acquisitions d'immobilisations s'élève à **5 607 k€**.

Les principales acquisitions sont les suivantes :

Immobilisations corporelles :

- EANM Charlotte Grawitz : travaux de construction (immos en cours) : 4 258 k€
- IME la Parade : travaux de construction projet Escandaou Enfants : 310 k€
- Terrain multisport Reynarde (sub CMA CGM): 34 k€
- Aménagement maison des familles Arbois (sub CMA CGM): 22 k€
- Chaudière Parade: 25 k€
- Caméras vidéosurveillance (Astrée, Siège): 23 k€
- Bornes recharge véhicule élec.(Valbrise, Marsiale, Astrée): 17 k€
- Toiture atelier cuisine pro Valbrise: 15 k€
- Salle de bain internat 365 Marsiale: 12 k€
- Clim internat 1^{er} étage Chalets: 10 k€
- Achat composteurs pour biodéchets (Parade, Esat, Reynarde): 6 k€

Immobilisations financières :

- Épargne CET 2023 (titres Crédit Agricole) : 319 k€

Sorties d'immobilisations :

Le total des sorties d'immobilisations s'élève à **178 k€**.

Les principales sorties sont les suivantes :

- 3 véhicules : 47 k€
- Immos financières remboursement CET (titres AG2R) : 70 k€

6.2 Tableau de variation des amortissements

	Montant	Augmentation		Diminutions		Montant
Amortissements	au	Augmentations	par virement	par virements	reprises	au
	31/12/2023	/ reclassemt	/ reclassemt	/ reclassemt	sur cessions	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	259 358	15 930				275 288
Immobilisations corporelles	24 125 854	1 679 679	-	-	79 721	25 725 811
agencements et aménag't terrains	380 841	14 201				395 042
constructions	15 692 429	872 978			2 220	16 563 187
constructions sur sol d'autrui	1 931 785	159 168				2 090 953
installations techniques	2 036 135	154 081			11 678	2 178 537
autres immobilisations corporelles	4 084 664	479 251			65 823	4 498 092
	24 385 211	1 695 609	-	-	79 721	26 001 099

Les dotations aux amortissements de l'année s'élèvent à 1 696 k€, tandis que les sorties ont généré des reprises de 80 k€.

6.3 État des échéances des créances et des dettes

Etat des échéances des créances	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
titres immobilisés	1 189 238		1 189 238
prêts			-
dépôts et cautionnements	107 241		107 241
autres créances immobilisées	12 484		12 484
Créances de l'actif circulant			
Créances redevables et comptes rattachés	2 375 600	2 375 600	
Autres créances	751 566	751 566	
Charges constatées d'avance	218 086	218 086	
	4 654 215	3 345 252	1 308 963

Etat des échéances des dettes	Montant	ech < 1 an	1 < ech < 5	ech > 5 ans
Emprunts éts de crédit	16 497 154	979 782	4 247 431	11 269 941
Emprunts et dettes financières diverses	138 254	138 254		
Avances et acomptes reçus				
Redevables créditeurs				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	732 161	732 161		
Dettes sociales et fiscales	5 980 466	5 980 466		
Dettes sur immobilisations et rattachés	500 542	500 542		
Autres dettes	244 132	244 132		
Produits constatés d'avance	58 937	58 937		
	24 151 646	8 634 274	4 247 431	11 269 941

6.4 Produits à recevoir et Charges à payer

Produits à recevoir	2024	2023
redevables et comptes rattachés	-	-
créances fiscales et sociales	-	-
autres	70 332	32 447
TOTAL	70 332	32 447

Charges à payer	2024	2023
Intérêts courus sur emprunts	138 015	50 367
Fournisseurs factures non parvenues	227 097	263 574
Dettes fiscales et sociales	3 408 251	3 109 709
Autres dettes	47 483	17 190
TOTAL	3 820 847	3 440 840

6.5 Provisions

Provisions pour risques et charges	Solde 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/24
Provisions pour litiges (comptes 151)	23 992	175 956	20 992	178 956
Provision retraite (comptes 153)	6 833			6 833
	30 825	175 956	20 992	185 789

Provisions pour litiges

2 nouveaux litiges ont été provisionnés en 2024, ainsi qu'un complément pour un litige déjà provisionné en 2023, pour un montant total de 175 956€.

Provisions retraites

L'AMSP ne passe pas de provision comptable pour ses engagements retraite. Lors de la reprise de l'IME Escat via l'apport partiel d'actifs, une provision de 64 030 € a été reprise dans les comptes de l'association. Le solde de cette provision au 31/12/2024 est de 6 833€.

Provision pour dépréciation	Solde 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/24
Redevables	93 955			93 955
Clients	2 854	423	2 854	423
Autres tiers	36 549	23 267	30 534	29 282
Immos financière	12 691	149	463	12 377
Valeurs mobilières de placement	-			-
	146 049	23 838	33 850	136 037

Autres tiers : la provision pour dépréciation de 23 k€ correspond des créances IJSS pour 4.6 k€ ainsi qu'à des chèques émis frauduleusement par une salariée de l'AMSP pour 18.6 k€.

Immos financières : le solde de 12 377€ correspond à la dépréciation de certains fonds de garantie d'emprunt.

6.6 Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Solde 31/12/2023	affectation du résultat n-1 / n-2	augmentations	diminutions	Solde 31/12/2024	Variation
fonds propres sans droit de reprise (102)	1 615 376				1 615 376	
fonds propres avec droit de reprise (103)	-				-	
SOUS TOTAL FONDS PROPRES	1 615 376	-	-	-	1 615 376	-
Réserve sous contrôle de tiers financeurs	10 654 159	1 840 194			12 494 353	
Réserves non contrôlées	338 693				338 693	
SOUS TOTAL RESERVES	10 992 852	1 840 194	-	-	12 833 047	1 840 194
RAN sous contrôle de tiers financeurs	- 615 265	- 1 245 877			- 1 861 142	
RAN non contrôlé	- 1 122 252	2 191			- 1 120 061	
SOUS TOTAL REPORT A NOUVEAU	- 1 737 517	- 1 243 686	-	-	- 2 981 203	- 1 243 686
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	594 317	- 594 317	546 186	817 712	- 271 526	
Résultat non contrôlé	2 191	- 2 191	44 745	20 182	24 563	
SOUS TOTAL RESULTAT DE L'EXERCICE	596 508	- 596 508	590 931	837 894	- 246 963	- 843 471
SITUATION NETTE	11 467 219	-	590 931	837 894	11 220 256	- 246 963
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	215 571		3 340	5 338	213 573	- 1 998
PR pour réserve de trésorerie	551 716				551 716	
PR des plus values nettes sur cession d'actif	407 878		4 434	9 861	402 451	
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	959 594	-	4 434	9 861	954 167	- 5 427
TOTAL FONDS PROPRES	12 642 385	-	598 705	853 093	12 387 997	- 254 388

La situation nette diminue de -247 k€ entre 2023 et 2024, tandis que le total des fonds propres diminue de -254 k€. Cette baisse provient principalement du déficit de l'exercice 2024 (-247 k€).

Information complémentaire sur les résultats :

Les résultats n'ayant pas encore fait l'objet d'une notification d'affectation de la part des autorités de tarification au 31/12/24 s'élèvent à 19 849 €. Il s'agit du résultat administratif 2023 du seul établissement encore sous procédure budgétaire annuelle, la Mecs la Reynarde, sur lequel les autorités de tarification statueront normalement en 2025.

6.7 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	Solde 31/12/2023	Augmentations	Utilisation (diminutions)		Solde 31/12/2024	Variation
		Reports en fonds dédiés de l'année	Montant utilisé	Montant remboursé		
Fonds dédiés à l'inv. (CNR immos) - ESMS	910 348		115 466		794 883	- 115 466
Fonds dédiés à l'exploitation - ESMS	266 588	507 285	594 605		179 268	- 87 320
Sous total fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux gestionnaires d'ESMS	1 176 937	507 285	710 071		974 151	- 202 786
Fonds dédiés s/subv. d'exploitation org. publics	54 104		53 310		794	- 53 310
Fonds dédiés s/contributions autres org. privés	104 271	62 500	25 249		141 522	37 251
Fonds dédiés s/ressources liées à la générosité du public	8 473				8 473	-
Fonds dédiés autres subventions de fonctionnement	-				-	-
Sous total autres fonds dédiés	166 848	62 500	78 559	-	150 789	- 16 059
TOTAL FONDS DEDES	1 343 784	569 785	788 630	-	1 124 939	- 218 845

Fonds dédiés à l'investissement sur contributions des autorités de tarification :

Les diminutions des fonds dédiés à l'investissement correspondent aux reprises effectuées à hauteur des dotations aux amortissements des immobilisations concernées, pour un montant de 115 466 €.

Fonds dédiés à l'exploitation sur contributions des autorités de tarification :

- Des reports en fonds dédiés ont été passés pour un montant de 507 285 €. Ils correspondent à des crédits non reconductibles (CNR) accordés par l'ARS ou le CD13.
- Des reprises sur fonds dédiés ont été passées pour un montant de 594 605 €. Elles correspondent à l'utilisation de soldes de CNR (CNR situations critiques, prime Covid, surcoûts Covid, stagiaires, formation, etc...).

Autres fonds dédiés:

- Des reports en fonds dédiés ont été passés pour un montant de 62 500 €. Ils correspondent à des subventions accordées par des organismes privés.
- Des reprises sur fonds dédiés ont été passées pour un montant de 78 559 €. Ils correspondent à des subventions accordées par des organismes publics et privés, comme par exemple la subvention accordée par la CNSA pour le financement du DUI (dossier usager).

6.8 Valeurs mobilières de placement

VMP	Solde 31/12/2023	augmentations	diminutions	virement	Solde 31/12/2024	Valeur de marché	PV/MV latente
	1 994 600				1 994 600	2 135 625	141 025

7. INFORMATIONS RELATIVES AUX RÉSULTATS

7.1 Produits

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation (€)	Variation (%)
Prestation de services (706)	1 505 015	1 522 297	- 17 282	-1.1%
Produits annexes (708)	291 837	264 857	26 980	10.2%
Produits de la tarification ARS (731)	18 218 816	17 980 652	238 164	1.3%
Produits de la tarification CD (733/738)	14 674 697	14 529 156	145 541	1.0%
Subventions (741)	63 506	31 822	31 684	99.6%
Contrats aidés et autres sub (748)	46 373	77 467	- 31 094	-40.1%
Complément de rémunération TH	1 611 022	1 593 015	18 007	1.1%
Autres rembt de frais (754)	18 313	20 782	- 2 470	-11.9%
Cotisations (756)	830	515	315	61.2%
Produits div.gestion courante (758)	44 298	96 326	- 52 028	-54.0%
Reprise prov. et dépréciation (781)	54 380	36 398	17 981	49.4%
Transferts de charges (791)	86 334	106 640	- 20 306	-19.0%
Utilisation des fonds dédiés (789)	788 630	425 698	362 933	85.3%
TOTAL produits d'exploitation	37 404 052	36 685 626	718 426	2.0%

Le total des produits d'exploitation est en hausse de +718 k€ soit +2%.

Produits financiers

Le montant des produits financiers en 2024 est de 154 k€, contre 107 k€ en 2023, soit une augmentation de +47 k€. Ils sont principalement constitués d'intérêts perçus sur les comptes à terme. En effet, suite à l'augmentation du taux du livret A, qui est passé de 1% à 3% entre le 01/02/2022 et le 01/02/2023, l'AMSP a placé une partie de sa trésorerie sur des comptes à terme à partir de décembre 2022.

Les contrats de capitalisation souscrits en 2018 ne génèrent pas de produits financiers immédiatement. Les intérêts sont capitalisés et reversés in fine en fin de contrat.

Produits exceptionnels

	2024	2023
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 273	2 568
Produits exceptionnels sur opérations en capital	14 352	3 280
Reprises sur provisions	9 861	12 701
	26 486	18 549

Les produits exceptionnels augmentent légèrement mais restent faibles en 2024 (26 k€ contre 18 k€ en 2023).

La ligne reprises sur provisions correspond à des reprises de moins-values sur des provisions réglementées des plus-values nettes d'actif immobilisé.

7.2 Charges

Charges d'exploitation

➤ Masse salariale :

Masse salariale	2024	2023	Variation
salaires	17 292 452	16 940 670	2.1%
charges sociales	6 760 561	6 580 523	2.7%
impôts et taxes sur rémunérations	2 155 513	2 101 320	2.6%
Total masse salariale	26 208 526	25 622 513	2.3%
Total charges d'exploitation	37 506 750	35 903 996	4.5%
Ratio masse salariale/charges exploitation	69.88%	71.36%	-1.5%

La masse salariale chargée augmente de 586 k€, soit +2.3%, en raison notamment de l'extension du Ségur à tous les salariés.

➤ Compte Épargne Temps :

	2024	2023
valorisation jours (brut)	99 106	147 501
nombre de jours	532	788

532 jours ont été épargnés en 2024, pour un montant brut de 99 k€, soit 155 k€ chargé.

➤ Honoraires de commissariat aux comptes :

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes comptabilisé en 2024 s'élève à 25 906 €, contre 24 480 € en 2023.

Charges financières

Les charges financières s’élèvent à 253 k€ et sont constituées essentiellement d’intérêts d’emprunts.

Charges exceptionnelles

	2024	2023
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 099	28 653
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 527	-
Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	19 896	14 817
	32 522	43 470

8. AUTRES INFORMATIONS

➤ Engagement hors bilan

Engagements retraite

Le calcul au 31/12/2024 est basé sur les hypothèses suivantes :

- Un pourcentage de revalorisation des salaires de 2%
- Un taux d'actualisation financier de 3.36% (contre 3.22% en 2023)
- Age de départ à la retraite = âge du taux plein en fonction de l'année de naissance, selon les nouvelles règles données par la réforme des retraites en 2023 (augmentation progressive jusqu'à 67 ans).

Les engagements retraite s'élèvent à **1 441 826 € en 2024**, contre 1 475 598 € en 2023, soit une baisse de -34 k€ (-2.3%).

Ainsi, après une baisse très forte en 2023 (-966 k€), en particulier liée à l'augmentation de l'âge de départ suite à la réforme des retraites, le montant des engagements retraite reste relativement stable cette année, compte tenu des hypothèses retenues.

➤ Effectif mensuel moyen

L'effectif mensuel moyen est de 568 en 2024 contre 573 en 2023, soit -5 ETP.

➤ Rémunération des trois cadres dirigeants les mieux rémunérés

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi N° 2006-586 du 23 mai 2006, il est indiqué le montant des rémunérations des trois cadres dirigeants les mieux rémunérés pour l'exercice 2024 :

254 189 € (contre 240 317 € en 2023).

➤ **Litiges en cours**

Litiges en cours	2024	2023
Nombre de litiges en cours	6	7
Nombre de litiges en cours non provisionnés	4	3
Nombre de litiges en cours provisionné	2	4
Montant de la provision	177 515	23 992

9. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture des comptes n'est intervenu.